



Giec : le dernier rapport estime l'impact d'un réchauffement de 1,5 °C

Giec : le dernier rapport estime l'impact d'un réchauffement de 1,5 °C. Lundi 8 octobre, les délégués des États de l'ONU, réunis en Corée du Sud depuis une semaine, rendront public le dernier rapport du Giec. Ce document de 400 pages analyse l'impact d'un réchauffement climatique de 1,5 °C ou de 2 °C. Il y a une nette différence entre les deux, dira ce rapport. Soumis à l'approbation des délégués des États de l'ONU réunis en Corée du Sud, le nouveau rapport du Giec, basé sur 6.000 études scientifiques, met en garde contre des impacts forts d'un réchauffement de 1,5 °C et liste les options, désormais limitées, pour agir si le monde veut rester sous ce seuil (dont 1 °C est déjà acquis du fait des gaz à effet de serre déjà émis). C'est à la COP21, à Paris fin 2015, que l'ONU avait chargé son Groupe des experts du climat (Giec) de produire un rapport sur l'objectif + 1,5 °C. Les États venaient de s'engager à réduire leurs émissions pour rester « bien en deçà de 2 °C » par rapport à l'ère préindustrielle. L'ajout de l'engagement à « poursuivre les efforts pour limiter la hausse à 1,5 °C », arraché en dernière minute, était d'abord une revendication des États les plus vulnérables, comme les petites îles. Mais la recherche en a depuis précisé les implications et revu le curseur des risques, dans un monde déjà secoué par une recrudescence de vagues de chaleur et de feux de forêts. « Il y a trois ans, il n'y avait pas beaucoup de littérature scientifique sur un réchauffement à + 1,5 °C », explique Jim Skea, professeur à l'Imperial Collège de Londres et coprésident du Giec. Le

rapport de 400 pages décrit aujourd'hui une nette différence d'impacts entre + 1,5 et + 2 °C, et ce partout, qu'il s'agisse d'ampleur des canicules, d'extinction des espèces ou de la productivité agricole. « C'est important car cela clarifie la question : oui, cela fait une grosse différence (1,5 °C ou 2 °C), dit Laurence Tubiana, architecte de l'accord de Paris. Je me souviens de discussions avec pas mal de pays avant Paris, on nous disait : pourquoi + 2 °C ? Pourquoi pas 2,5 °C ? » \*\* en 2017. &copy;

AFP Réchauffement climatique : il y a urgence et des solutions Pour autant, est-il encore faisable de rester à + 1,5 °C, alors que 2017 a vu les émissions de gaz à effet de serre issues de l'énergie repartir à la hausse ? « On ne donne pas de réponse simple, prévient la climatologue Valérie Masson-Delmotte, qui copréside cette session du Giec. Mais on est maintenant à la croisée des chemins. Regarder + 1,5 °C, c'est regarder ce qui va nous arriver, dans notre vie, pas à la génération suivante ». « Globalement ce rapport dit "il faut que les émissions [atteignent leur pic] très vite", dès 2020, résume Laurence Tubiana. Je crois qu'il faut l'utiliser pour dire "il y a urgence et des solutions". » Stabiliser à + 1,5 °C exige une neutralité en émissions de CO2 au milieu du siècle, note aussi le projet de texte : ne plus émettre dans l'atmosphère davantage que ce que nous sommes capables d'en retirer. COP24, la réunion d'Incheon, sera l'une des plus importantes de l'histoire du Giec Comment vont réagir, à la réunion d'Incheon, les États appelés à approuver par consensus le « résumé à destination des décideurs », rédigé par les experts et qui leur sera présenté ligne par ligne ? Dans deux mois, aux négociations climat de la COP24, en Pologne, les pays doivent entamer un processus de révision de leurs engagements de 2015, insuffisants car ils sont la promesse d'un monde à + 3 °C. La réunion d'Incheon « sera l'une des plus importantes de l'histoire du Giec, a assuré en ouverture son président, Hoesung Lee, le premier octobre. La science nous alerte, elle nous aide aussi à comprendre les solutions ». En Corée, les États ne sont pas censés toucher le fond du résumé mais il pourra y avoir des échanges serrés sur les formulations, anticipent les habitués. Et il y a l'inconnue américaine. « Les États-Unis pourraient soutenir la science, comme ils l'ont fait dans le passé, ou se mettre à faire de l'obstruction », dit un auteur sous couvert d'anonymat. Selon le département d'État, Trigg Talley, vétéran de la diplomatie climat, a été chargé de conduire la délégation, un point « rassurant » selon des auteurs. Quid de l'Inde, qui a envoyé beaucoup de commentaires ? De la Chine, préoccupée par la mention d'options très ambitieuses ? De l'Arabie saoudite ? Cet été, une soixantaine de gouvernements ont émis 3.600 commentaires sur la version préliminaire, selon Valérie Masson-Delmotte : « pour le moment, cela reste constructif ». La réunion doit durer jusqu'à vendredi et le texte final être rendu public lundi 8 octobre. Le 06.10.2018 Source web par: futura sciences